

## Burundi : Bujumbura accuse l'UE de vouloir déstabiliser le pouvoir en place

Jeune Afrique, 07 juin 2017 Dans un communiqué du gouvernement diffusé ce lundi, Bujumbura accuse l'Union Européenne de venir en aide des activistes burundais des droits de l'Homme, et ce faisant, d'essayer de déstabiliser le régime de Pierre Nkurunziza. « Le gouvernement vient de trouver une réponse claire à ses interrogations sur les raisons des pressions politico-diplomatiques de l'Union Européenne contre le Burundi et sur ses prises de positions toujours défavorables aux intérêts du pays », accuse le communiqué du gouvernement rendu public lundi 5 juin.

Dans ce texte aux allures de pamphlet, Philippe Nzobonariba, porte-parole du gouvernement, fait référence aux documents qui circulent depuis quelques jours sur Internet, faisant état d'une probable intervention de l'Union européenne dans l'exfiltration de certains activistes burundais des droits de l'Homme. « Dans ces documents, il est rapporté que l'Union européenne a procédé à des financements à l'endroit de personnes physiques ou morales impliquées dans la déstabilisation de la République du Burundi, et actuellement sous mandat d'arrêt international émis par la justice burundaise », poursuit le porte-parole dans le communiqué. « À aucun moment il ne confirme l'authenticité des documents en question. Néanmoins ils attestent pour lui de la probable implication de l'UE dans la déstabilisation des institutions publiques du Burundi, notamment la tentative de changement de régime au Burundi ». Du côté européen, ces déclarations n'ont pour le moment provoqué aucune déclaration officielle. Une source européenne a néanmoins affirmé les ondes de RFI que l'aide présumée fournie par l'UE à certains activistes burundais par le biais d'une pratique courante qui s'inscrit dans le cadre d'un programme officiel de l'UE pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme, au niveau mondial. Des relations diplomatiques mal en point La polémique surgit alors qu'il y a cela plusieurs jours, le représentant de l'Union européenne au Burundi, Wolfram Vetter, a plaidé pour laisser la commission indépendante des droits de l'Homme de l'ONU enquêter au Burundi. Une réponse à Willy Nyamitwe conseiller à la présidence de la République, qui, dans un live tweet commentant la prochaine session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies des 14 et 15 juin, avait accusé l'Union européenne d'imposer ses diktats. Des épisodes qui ont à priori orienté un peu plus les relations diplomatiques entre le Burundi et l'Union Européenne, depuis le point après les sanctions financières prises par l'UE contre le régime de Pierre Nkurunziza. Par Arnel Gilbert Bukeyenzeza

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});